

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 3 février 1999, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux listes d'experts en matière judiciaire", a donné le 31 mai 1999 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 3 februari 1999 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de lijsten van deskundigen in gerechtszaken", heeft op 31 mei 1999 het volgende advies gegeven :

Observations générales

I. Certaines dispositions du projet règlent des matières pour lesquelles le Roi est sans habilitation.

Il en est particulièrement ainsi de l'article 19 du projet qui dispose que "La commission consultative connaît des plaintes des parties concernant le déroulement de l'expertise ...".

Comme l'indique cette disposition, le contrôle des missions d'expertise doit exclusivement revenir au juge conformément à l'article 973 du Code judiciaire.

En conséquence, cette disposition doit être revue.

II. Par ailleurs, d'autres dispositions contiennent des subdélégations au profit du ministre de la Justice (articles 22 et 23 du projet).

Selon l'article 991 du Code judiciaire, il revient au Roi de déterminer les catégories professionnelles d'experts pour lesquelles des listes seront établies. De même, il doit Lui appartenir de fixer les critères objectifs sur la base desquels Il désignera les ordres professionnels et les organisations professionnelles d'experts qui pourront proposer les candidats membres d'une commission consultative.

.../...

III. Plus fondamentalement, l'arrêté en projet doit préciser sur la base de quels critères les commissions consultatives vont émettre des avis portant sur les compétences professionnelles des candidats experts.

Sur ce point, le projet reste silencieux et laisse aux commissions un large pouvoir discrétionnaire.

Le projet sera, en conséquence, complété sur ces points afin de définir l'ensemble de la procédure de sélection des candidats experts, tant pour ce qui concerne la composition des commissions consultatives que pour ce qui concerne leur pouvoir d'avis.

IV. Plusieurs dispositions du projet semblent indiquer que chaque commission consultative siège dans la composition prévue aux articles 2, 3 et 4. D'autres dispositions font état de "séance plénière" (article 7); d'autres encore de "collège du président, de l'avocat et d'un expert membre par catégorie professionnelle" (article 7). Par ailleurs, dans certaines dispositions, il est prévu que le président de la commission est désigné par le procureur général (article 4, § 3); dans d'autres, il est question d'élection (articles 5 et 8). Tout ceci est incompréhensible et ne permet pas d'identifier ce qui constitue la (ou les) commission(s) consultative(s).

Le texte doit être totalement revu de manière à clarifier ces points essentiels.

.../...

V. La structure du projet manque, à certains égards, de cohérence et certaines dispositions sont difficilement compréhensibles. Ainsi, plusieurs dispositions du projet comportent à la fois des règles concernant la composition des commissions consultatives et d'autres relatives à leur fonctionnement (articles 4 et 5 du projet).

Il convient de rassembler plus logiquement les dispositions de manière à créer des sections concernant les missions des commissions, leur composition et leurs règles de fonctionnement.

A cet égard, il est suggéré d'adopter le plan suivant.

Titre premier - Des commissions consultatives

Chapitre premier - De la création et des missions des commissions consultatives

Il convient de préciser la mission de la commission, c'est-à-dire émettre un avis sur la compétence professionnelle des candidats désirant figurer sur les listes d'experts en matière judiciaire.

L'article 11, alinéa 1er, devient, dès lors, inutile.

.../...

Par ailleurs, l'alinéa relatif à la composition de la commission consultative du ressort de la Cour d'appel de Liège ne doit pas figurer dans le chapitre premier. L'on mentionnera les règles particulières à cette commission consultative dans les chapitres II et III.

Chapitre II - De la composition des commissions consultatives

Il y a lieu d'indiquer quels sont les membres qui composent la commission consultative et de préciser, dans la mesure du possible, par qui ils sont nommés. L'on écrira, par exemple, "un magistrat ... nommé par ...".

Les modalités de désignation des experts membres de la commission consultative étant plus complexes, elles feront l'objet d'un ou de plusieurs articles, divisés, si nécessaire, en paragraphes et en alinéas.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que le secrétaire de la commission consultative n'est pas membre de celle-ci; il n'en sera, dès lors, fait mention que dans le chapitre relatif au fonctionnement de la commission.

Il convient de prévoir que, pour la commission consultative du ressort de la Cour d'appel de Liège, un membre au moins doit être germanophone.

.../...

Il y a lieu d'envisager, dans un article distinct, la désignation pour chaque membre et, selon les mêmes modalités, d'un suppléant.

Il y a lieu de prévoir la durée des mandats.

Chapitre III - Du fonctionnement des commissions consultatives

Des articles distincts seront consacrés notamment :

- à la présidence de la commission;
- aux différentes compositions de la commission (séance plénière et autres);
- au remplacement des membres absents ou empêchés;
- aux règles applicables à la Cour d'appel de Liège;
- aux éventuels organes spécifiques de la commission (collège ?);
- aux modalités de prise de décision;
- au secrétariat de la commission;
- au règlement de la commission.

.../...

Chapitre IV - De la procédure

Seront reproduits dans ce chapitre les articles 10 à 13.

Il convient également de prévoir la tenue d'un dossier pour chaque expert, dossier dans lequel seront notamment versés les renseignements fournis par les magistrats.

Titre II - Des listes d'experts

Seront reproduits sous ce titre les articles 14 à 23.

Titre III - Dispositions finales

Seront reproduits sous ce titre les articles 24 et 25 du texte en projet.

VI. Tant le texte français que le texte néerlandais du projet d'arrêté laissent à désirer. De plus, le texte français ne correspond pas toujours au texte néerlandais. A titre d'exemples - la représentante du ministre en a convenu - une discordance apparaît entre le texte français et le texte néerlandais de l'article 4, § 2, alinéa 1er, dernière phrase, en projet. Le texte français dispose que "par catégorie professionnelle, le nombre de ces membres ne peut être inférieur à trois". Il y a lieu d'écrire, comme dans le texte néerlandais, "ne peut être supérieur à trois".

.../...

D'autre part, la version française de l'article 20 utilise les mots "proposer" et "proposition", alors que la version néerlandaise parle de "beslissen" et "beslissing". La version française doit, en conséquence, être corrigée.

*
* *

Les observations particulières sont formulées sous réserve des observations générales énoncées ci-avant.

Préambule

Alinéa 1er

L'article 991 du Code judiciaire constitue un fondement légal suffisant. Il n'est pas nécessaire de viser les articles 962 et 977 ainsi que les articles 43 et 44 du Code d'instruction criminelle. L'alinéa 2 sera omis.

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 2)

Il y a lieu d'écrire : "Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 11 janvier 1999".

Alinéas 5 et 6

L'arrêté en projet a pour objet l'exécution de l'article 991 du Code judiciaire, lequel dispose que "Les

.../...

cours et tribunaux peuvent établir des listes d'experts selon les règles fixées par le Roi".

Il ressort du second considérant "qu'il convient que les ordres reconnus et organisations professionnelles d'experts contribuent à l'établissement desdites listes, toutefois sans préjudice du respect des prérogatives constitutionnelles et légales des juges qui nomment les experts, et sans préjudice du droit des parties à la cause de s'accorder pour nommer l'expert, ce droit étant garanti notamment par l'article 964 du Code judiciaire".

Il va de soi que ce considérant indique que l'élaboration de ces listes d'experts n'empêchera pas, d'une part, les cours et tribunaux (article 962 du Code judiciaire) et, d'autre part, les parties (article 964 du Code judiciaire) de choisir librement les experts et ce, même en dehors des listes précitées.

Les alinéas 5 et 6 doivent, dès lors, être omis.

Dispositif

Article 1er

1. Aux alinéas 2 et 3, il y a lieu d'écrire le mot "cour" avec une majuscule (1).

(1) Légistique formelle. Recommandations et formules, p. 92.

2. Au troisième alinéa en projet, il convient de remplacer les mots "sur des candidatures de personnes qui peuvent être nommées par un juge ou désignées par ..." par les mots "sur des candidatures d'experts qui peuvent être nommés par un juge ou désignés par ...".

Article 2

L'article 2 appelle les observations suivantes :

1. Le 1° en projet utilise les mots de "magistrat en fonction". Afin d'éviter des divergences d'interprétation, il est souhaitable que la terminologie s'inspire de celle consacrée par le Code judiciaire. Ainsi, l'article 259bis-2, § 1er, alinéa 1er, du Code judiciaire fait référence aux magistrats de carrière en activité de service.

Il convient de préciser si sont également visés les magistrats détachés pour une mission ou encore les magistrats qui, admis à la retraite, sont autorisés à poursuivre leurs activités sur la base, notamment, de l'article 383, § 2, du Code judiciaire.

La représentante du ministre a répondu que ne sont visés ni les magistrats admis à la retraite ni ceux qui ont obtenu un détachement. Par contre, sont concernés les magistrats admis à la retraite, mais autorisés à poursuivre l'exercice de leurs fonctions sur la base de l'article 383, § 2, du Code judiciaire.

La disposition en projet sera complétée en ce sens.

.../...

2. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte du 2° en projet qui prévoit que chaque commission consultative comprend notamment "au moins un et au maximum trois experts membres" alors que l'article 4, § 2, du projet indique que "par catégorie professionnelle, le nombre de ces membres ne peut être inférieur (lire supérieur) à trois".

Il ressort des explications de la représentante du ministre que chaque commission d'avis sera composée d'un magistrat du parquet en activité de service, d'un avocat inscrit au tableau de l'Ordre des avocats de l'arrondissement judiciaire concerné et de minimum un et maximum trois experts.

Pour chaque catégorie professionnelle, le nombre d'experts ne peut être supérieur à trois représentants.

Sont présents, lors des séances de la commission d'avis, le magistrat du parquet, l'avocat précité, le secrétaire de la commission et, uniquement, les experts appartenant à la même catégorie professionnelle que celui dont on examine la candidature.

La disposition précitée doit être substantiellement clarifiée à cet égard.

3. Par ailleurs, le Conseil d'Etat s'interroge sur le sens des termes "parmi lesquels au maximum un peut être désigné en tant qu'expert dans le tribunal ou la Cour concerné(e)". Cela signifie-t-il que, parmi les membres experts d'une commission consultative, seul l'un d'entre-eux

.../...

pourra exercer sa profession auprès des cours et tribunaux qui l'ont désigné sur la liste de leurs experts ?

Le texte en projet crée une incompatibilité qu'il n'appartient pas au Roi d'établir, seul le législateur étant compétent en la matière.

La seconde phrase doit, en conséquence, être omise.

4. Au 3° en projet, il convient de préciser qu'il s'agit d'un avocat inscrit au tableau de l'Ordre des avocats de l'arrondissement judiciaire de la Cour d'appel concernée.

Article 3

L'article 3 appelle les observations suivantes :

1. Comme en a convenu la représentante du ministre, l'alinéa 1er en projet ne présente guère d'utilité lorsqu'il précise que "La commission consultative siège toujours sous la même présidence, et en présence du même avocat, du secrétaire", dès lors qu'un seul président, un seul avocat et un seul secrétaire sont désignés pour chaque commission.

Par ailleurs, le premier alinéa en projet semble indiquer que le secrétaire de la commission consultative siège en qualité de membre de cette commission.

.../...

Il convient à cet égard d'être plus précis, notamment si la volonté est de ne pas lui accorder une voix délibérative, comme on peut le supposer au vu de l'article 2 du projet.

2. Au deuxième alinéa en projet, il convient de préciser plus clairement qu'il s'agit d'un candidat expert souhaitant figurer sur une des listes établies en vertu de l'article 991 du Code judiciaire.

Articles 4 et 5

Outre les observations générales n^{os} 2 et 5, ces dispositions sont imprécises quant à la désignation des suppléants.

1. Ainsi, pour ce qui concerne l'absence ou l'empêchement du magistrat, l'article 5 du projet envisage deux règles de suppléance.

L'alinéa 1er de cet article dispose que "Le président absent ou empêché est remplacé par son suppléant élu par la commission conformément à l'article 4, § 1er". Ce texte est incompréhensible. En effet, le magistrat président est nécessairement désigné par le procureur général près la cour d'appel (article 4, § 3).

.../...

2. Le projet doit distinguer les causes d'absence et d'empêchement selon qu'elles sont temporaires ou définitives. Ainsi, si l'absence est définitive, le suppléant achèvera-t-il le mandat ou va-t-on procéder à une nouvelle désignation ?

3. Quant à la suppléance des autres membres des commissions consultatives, le troisième alinéa de l'article 5 du projet n'est guère plus explicite.

4. Enfin, le texte en projet ne précise à aucun moment la durée du mandat des membres des commissions consultatives.

En conséquence, les dispositions doivent être revues fondamentalement en leur apportant toutes les précisions requises.

Article 7

Outre l'observation générale formulée sous le point IV, le texte en projet ne précise pas si les commissions consultatives peuvent se réunir en dehors des périodes prévues à l'article 9 du projet, lorsqu'il s'agit notamment de modifier leur règlement.

Cette disposition du projet doit être plus précise. Par ailleurs, il convient de prévoir que le règlement de la commission consultative doit être approuvé par le ministre.

.../...

Article 8

Cette disposition est tout aussi incompréhensible que les articles 4 et 5, dans la mesure où elle vise l'élection du président et de son suppléant.

Articles 9 à 13

Les règles relatives aux délais à respecter et aux périodes durant lesquelles les commissions consultatives doivent se réunir sont confuses et contradictoires.

Aucune date limite précise n'est fixée à la commission consultative pour rendre son avis.

Si l'on combine l'article 12 (le candidat à qui l'avis est communiqué dispose de dix jours à partir de l'envoi de la lettre recommandée pour présenter ses observations et demander à être entendu) et l'article 13, alinéa 2 (les avis sont transmis aux autorités judiciaires avant la fin du mois de janvier lorsque le candidat n'a pas fait usage de la faculté prévue à l'article 12), il semble que l'avis devrait être rendu après le 15 décembre (date limite pour envoyer sa candidature) et avant le 20 janvier de l'année suivante.

Si le candidat a fait usage de la faculté prévue à l'article 12, la commission consultative devra rendre son avis définitif avant la fin du mois de février.

.../...

Dans ces conditions, l'on n'aperçoit pas l'utilité de fixer les dates de réunion de la commission aux mois de janvier et de décembre, ou, comme l'a suggéré la représentante du ministre, aux mois de février et de septembre.

Il y a lieu de déterminer de manière précise :

- 1° la date limite de l'envoi des candidatures;
- 2° la date limite pour laquelle l'avis doit être rendu;
- 3° le délai dont dispose l'intéressé pour faire usage de la faculté prévue à l'article 12;
- 4° la date limite pour laquelle l'avis définitif doit être donné et communiqué aux intéressés et aux autorités judiciaires.

Il n'est pas nécessaire de fixer des périodes précises pour les réunions des commissions consultatives, celles-ci s'organisant comme elles le souhaitent pour autant que les délais soient respectés.

Article 11

Outre l'observation générale n° II, le second alinéa en projet prévoit que la commission consultative peut demander l'avis d'un expert "externe", qui aurait une voix consultative, sur la compétence professionnelle d'un candidat expert.

Le Conseil d'Etat s'interroge sur le sens de cette faculté puisque, conformément à l'article 3 du projet,

.../...

chaque commission doit avoir, parmi ses membres, un expert appartenant à la même catégorie professionnelle.

Selon les explications de la représentante du ministre, il se peut qu'un candidat, parce qu'il a exercé ses fonctions dans un autre arrondissement, ne soit pas connu des experts de sa profession siégeant au sein de la commission consultative. Ces explications ne sont pas convaincantes. Il est, dès lors, souhaitable que la commission puisse consulter d'autres experts.

Article 12

Cette disposition prévoit la possibilité pour le candidat expert de faire valoir ses observations, par écrit ou oralement, à la commission consultative à propos de l'avis qu'elle a formulé à son sujet. Toutefois, la disposition en projet ne précise pas quelles seront les suites réservées à ces observations.

La Commission sera-t-elle tenue de revoir son avis ou devra-t-elle transmettre les observations du candidat expert à l'assemblée générale de la juridiction concernée ?

Le texte en projet doit être complété sur ce point.

.../...

Article 13

Comme en a convenu la représentante du ministre, cette disposition doit être complétée pour viser également les premiers présidents des cours d'appel.

Article 14

Telle qu'elle est rédigée, la disposition en projet instaure une procédure non contradictoire au sujet de la moralité du candidat.

Cette violation des droits de la défense n'est pas admissible.

Article 15

Le recours aux assemblées générales des juridictions implique une procédure particulièrement lourde. Toutefois, l'article 991 du Code judiciaire précise bien qu'il revient aux cours et tribunaux d'établir les listes d'experts.

En outre, en vertu de l'article 340, § 2, 1°, du Code judiciaire, l'assemblée générale est convoquée notamment pour délibérer sur "des objets d'un intérêt commun pour toutes les chambres".

.../...

En conséquence, la saisine de l'assemblée générale des juridictions répond aux exigences des articles 340, § 2, 1°, et 991 du Code judiciaire.

Il ne peut donc être question, comme semble le suggérer la réponse de la représentante du ministre, de réduire, pour les grands arrondissements judiciaires, l'assemblée générale à une délégation des présidents des tribunaux de première instance et des premiers présidents des cours d'appel.

Article 19

Il est renvoyé à l'observation générale n° I.

Article 20

L'article 20 appelle les deux observations suivantes :

1. Cette disposition prévoit la possibilité de rayer de la liste le nom d'un expert lorsque celui-ci a manqué à son devoir.

Cette "proposition" (lire : décision) de l'assemblée générale d'une juridiction est ensuite communiquée au président de chaque commission consultative.

Le Conseil d'Etat se demande pour quelle raison cette information ne serait pas transmise également à

.../...

l'ensemble des juridictions. En effet, le projet n'interdit pas aux experts de poser leur candidature dans plusieurs arrondissements judiciaires de sorte qu'ils pourraient figurer sur les listes de différentes juridictions.

2. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée de l'alinéa 2. S'agissant d'un acte d'une telle importance, mieux vaut ne pas procéder par renvoi, mais indiquer quel sera l'organe compétent pour proposer et procéder à la radiation d'un expert de la liste et quelle sera la procédure à suivre.

Article 21

1. Comme l'a reconnu la représentante du ministre, il n'appartient pas à la commission consultative de décider dans quels cas l'assemblée générale de la juridiction doit siéger à huis clos.

2. Il convient de se référer à l'observation générale n° VI.

Article 22

Il est renvoyé à l'observation générale n° II.

*

*

*

.../...

En conclusion, compte tenu des observations générales et particulières, le projet doit être fondamentalement revu.

Algemene opmerkingen

I. Sommige bepalingen van het ontwerp regelen aangelegenheden waarvoor de Koning geen machtiging heeft gekregen.

Dat geldt inzonderheid voor artikel 19 van het ontwerp, naar luid waarvan "De adviescommissie ... kennis (neemt) van klachten die een partij heeft over het verloop van het deskundigenonderzoek ...".

Zoals in die bepaling wordt aangegeven, is krachtens artikel 973 van het Gerechtelijk Wetboek alleen de rechter bevoegd te controleren hoe de deskundigen hun opdrachten vervullen.

De ontworpen bepaling behoort bijgevolg te worden herzien.

II. Bovendien bevatten andere bepalingen een subdelegatie ten gunste van de Minister van Justitie (de artikelen 22 en 23 van het ontwerp).

Volgens artikel 991 van het Gerechtelijk Wetboek staat het aan de Koning om te bepalen voor welke beroeps-categorieën van deskundigen lijsten dienen te worden opgemaakt. Zo ook staat het aan de Koning de objectieve criteria te bepalen op basis waarvan Hij de orden en beroepsorganisaties van deskundigen zal aanwijzen die kandidaten als lid voor een adviescommissie zullen kunnen voordragen.

.../...

III. Nog belangrijker is dat in het ontworpen besluit dient te worden aangegeven op basis van welke criteria de adviescommissies over de beroepsbekwaamheden van de kandidaat-deskundigen adviezen zullen uitbrengen.

Over dit punt wordt in het ontwerp niets gezegd en in dat verband wordt aan de commissies een grote discretionaire bevoegdheid gelaten.

Het ontwerp behoort bijgevolg op die punten te worden aangevuld teneinde de volledige procedure voor de selectie van de kandidaat-deskundigen te bepalen, zowel wat de samenstelling van de adviescommissies als wat hun adviesbevoegdheid betreft.

IV. Verscheidene bepalingen van het ontwerp lijken aan te geven dat elke adviescommissie zitting houdt in de samenstelling bepaald in de artikelen 2, 3 en 4. In andere bepalingen is sprake van "voltallige zitting" (artikel 7); in nog andere van "het college van de voorzitter, de advocaat en een lid-deskundige per beroepscategorie" (artikel 7). Voorts wordt in sommige bepalingen gesteld dat de voorzitter van de commissie door de procureur-generaal wordt aangesteld (artikel 4, § 3); in andere bepalingen is sprake van verkiezing (de artikelen 5 en 8). Dit alles leidt tot de grootst mogelijke verwarring en maakt het niet mogelijk vast te stellen wat de adviescommissie of -commissies is of zijn.

.../...

De tekst dient grondig te worden herzien zodat deze wezenlijke zaken daaruit duidelijk blijken.

V. De structuur van het ontwerp getuigt in sommige opzichten van een gebrek aan samenhang en sommige bepalingen zijn moeilijk te begrijpen. Zo bevatten verscheidene bepalingen van het ontwerp zowel regels betreffende de samenstelling van de adviescommissies als regels betreffende de wijze van functioneren ervan (de artikelen 4 en 5 van het ontwerp).

De bepalingen behoren logischer te worden samengevoegd zodat de taken van de commissies, hun samenstelling en de regels voor de wijze van functioneren ervan in onderscheiden afdelingen worden geregeld.

In dat verband wordt voorgesteld de volgende indeling over te nemen.

Titel I - Adviescommissies

Hoofdstuk I - Oprichting en taken van de adviescommissies

Er behoort te worden aangegeven waarin de taak van de commissie bestaat, namelijk het uitbrengen van een advies over de beroepsbekwaamheid van de kandidaten die willen voorkomen op de lijsten van de deskundigen in gerechtszaken.

.../...

Bijgevolg wordt artikel 11, eerste lid, overbodig.

Voorts is het lid betreffende de samenstelling van de adviescommissie van het rechtsgebied van het hof van beroep te Luik niet op zijn plaats in hoofdstuk I. De specifieke regels die voor die adviescommissie gelden, dienen in de hoofdstukken II en III te worden vermeld.

Hoofdstuk II - Samenstelling van de adviescommissies

Er behoort te worden aangegeven uit welke leden de adviescommissie is samengesteld en er dient, naar de mate van het mogelijke, te worden vermeld door wie zij worden benoemd. Zo schrijve men bijvoorbeeld : "een magistraat, benoemd door ...".

Aangezien de nadere regels voor de aanwijzing van de deskundigen-leden van de adviescommissie ingewikkelder zijn, dienen zij te worden ondergebracht in een of meer artikelen die, zo nodig, in paragrafen en/of leden kunnen worden ingedeeld.

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt erop gevestigd dat de secretaris van de adviescommissie zelf geen lid is van die commissie. De secretaris behoort dan ook alleen in het hoofdstuk betreffende de wijze van functioneren van de commissie te worden vermeld.

.../...

Wat de adviescommissie van het rechtsgebied van het hof van beroep te Luik betreft, behoort te worden bepaald dat ten minste een lid ervan Duitstalig dient te zijn.

In een apart artikel dient te worden aangegeven hoe elk lid en de plaatsvervanger van elk lid wordt aangewezen.

Bovendien dient te worden aangegeven hoe lang de mandaten duren.

Hoofdstuk III - Wijze van functioneren van de advies-commissies

Aparte artikelen behoren te worden gewijd aan inzonderheid :

- het voorzitterschap van de commissie;
- de onderscheiden samenstellingen van de commissie (voltallige zitting of een andere samenstelling);
- de vervanging van afwezige of verhinderde leden;
- de regels voor het hof van beroep te Luik;
- de eventuele specifieke organen van de commissie (college?);
- de nadere regels voor de besluitvorming;

.../...

- het secretariaat van de commissie;
- het reglement van de commissie.

Hoofdstuk IV - Procedure

In dit hoofdstuk dienen de artikelen 10 tot 13 te worden ondergebracht.

Er behoort eveneens te worden bepaald dat voor elke deskundige een dossier wordt bijgehouden waarin inzonderheid de door de magistraten verstrekte inlichtingen worden opgenomen.

Titel II - De lijsten van deskundigen

In deze titel dienen de artikelen 14 tot 23 te worden ondergebracht.

Titel III - Slotbepalingen

In deze titel dienen de artikelen 24 en 25 van de ontworpen tekst te worden ondergebracht.

VI. Zowel de Nederlandse als de Franse tekst van het ontwerpbesluit laten te wensen over. Bovendien stemmen die teksten niet altijd overeen. Zo heeft de

.../...

vertegenwoordigster van de minister toegegeven dat er een discrepantie bestaat tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 4, § 2, eerste lid, laatste zin. In de Franse tekst dient het woord "inférieur" te worden vervangen door het woord "supérieur" teneinde de Franse tekst af te stemmen op de Nederlandse, die bepaalt dat "het aantal van deze leden ... niet meer (mag) bedragen dan drie per beroepscategorie".

In de Franse tekst van artikel 20 wordt gebruik gemaakt van de woorden "proposer" en "proposition". In de Nederlandse tekst ervan is echter sprake van "beslissen" en "beslissing". De Franse tekst dient dan ook te worden verbeterd.

*

*

*

De hiernavolgende bijzondere opmerkingen worden geformuleerd onder voorbehoud van de algemene opmerkingen die hiervoren zijn gemaakt.

Aanhef

Eerste lid

Artikel 991 van het Gerechtelijk Wetboek is op zich reeds een voldoende rechtsgrond. Er behoeft niet te worden verwezen naar de artikelen 962 en 977 van het Gerechtelijk Wetboek, noch naar de artikelen 43 en 44 van het Wetboek van Strafvordering. Het tweede lid dient te vervallen.

.../...

Derde lid (dat het tweede lid wordt)

Er behoort te worden geschreven : "Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 11 januari 1999;".

Vijfde en zesde lid

Het ontworpen besluit strekt tot uitvoering van artikel 991 van het Gerechtelijk Wetboek, welk artikel als volgt luidt : "De hoven en rechtbanken mogen lijsten van deskundigen opmaken, overeenkomstig de regels die de Koning bepaalt.".

In de tweede overweging wordt aangegeven

"dat het gepast is dat de erkende ordes en beroepsorganisaties van deskundigen een inbreng hebben bij de opmaak van de lijsten, zonder afbreuk te doen aan de grondwettelijke en wettelijke prerogatieven van de rechters die de deskundige benoemen, noch aan het recht van de gedingpartijen omtrent de benoeming van de deskundige overeen te komen, welk recht inzonderheid door artikel 964 van het Gerechtelijk Wetboek wordt gewaarborgd.".

Het spreekt vanzelf dat deze overweging aangeeft dat het opmaken van die lijsten van deskundigen noch de hoven en rechtbanken (artikel 962 van het Gerechtelijk Wetboek), noch de partijen (artikel 964 van het Gerechtelijk Wetboek) kan beletten vrijelijk deskundigen aan te wijzen, zelfs als dezen niet op de voormelde lijsten staan.

Het vijfde en het zesde lid dienen dan ook te vervallen.

.../...

Dispositief

Artikel 1

1. In het tweede en het derde lid dient "Cour d'appel", met een hoofdletter te worden geschreven (1).

2. In het ontworpen derde lid dienen de woorden "een sollicitatie van een gegadigde die als deskundige door een rechter zal kunnen worden aangesteld of door het openbaar ministerie zou kunnen worden aangewezen ..." te worden vervangen door de woorden "kandidaatstellingen van deskundigen die door een rechter kunnen worden aangesteld of door het openbaar ministerie kunnen worden aangewezen ...".

Artikel 2

Artikel 2 geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen :

1. In het ontworpen onderdeel 1° wordt gebruik gemaakt van de woorden "magistraat in functie". Teneinde uiteenlopende interpretaties te voorkomen, verdient het aanbeveling de terminologie te laten aansluiten bij die welke in het Gerechtelijk Wetboek wordt gebezigd. Zo is in artikel 259bis-2, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek sprake van beroepsmagistraten in actieve dienst.

(1) Zie de Franse tekst van Wetgevingstechniek. Aanbevelingen en formules, blz. 92.

Er behoort te worden aangegeven of ook magistraten die gedetacheerd zijn voor het vervullen van een opdracht of magistraten die in ruste zijn gesteld maar op grond van artikel 383, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek gemachtigd zijn hun werkzaamheden voort te zetten lid van een adviescommissie kunnen zijn.

De vertegenwoordigster van de minister heeft geantwoord dat noch de in ruste gestelde, noch de gedetacheerde magistraten daarvoor in aanmerking kunnen komen. De magistraten die in ruste zijn gesteld maar op grond van artikel 383, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek gemachtigd zijn hun werkzaamheden voort te zetten, kunnen daarvoor echter wel in aanmerking komen.

De ontworpen bepaling behoort in die zin te worden aangevuld.

2. Het is de Raad van State niet duidelijk wat de exacte betekenis is van het ontworpen onderdeel 2°, waarin wordt bepaald dat elke adviescommissie onder andere is samengesteld uit "minimum één, maximum drie leden deskundigen", terwijl artikel 4, § 2, van het ontwerp stelt dat "het aantal van deze leden (...) niet meer (mag) bedragen dan drie per beroepscategorie".

Uit de verklaringen van de vertegenwoordigster van de minister blijkt dat elke adviescommissie zal zijn samengesteld uit een parketmagistraat in actieve dienst, een advocaat ingeschreven op het tableau van de Orde der advocaten van het betrokken gerechtelijk arrondissement en minimum één en maximum drie deskundigen.

.../...

Voor elke beroepscategorie mag het aantal deskundigen niet meer bedragen dan drie vertegenwoordigers.

Op de vergaderingen van de adviescommissie zijn de parketmagistraat, de voornoemde advocaat, de commissie-secretaris en uitsluitend de deskundigen aanwezig die tot dezelfde beroepscategorie behoren als die van de gegadigde wiens kandidaatstelling wordt onderzocht.

De voornoemde bepaling moet in dat verband aanzienlijk worden verduidelijkt.

3. De Raad van State heeft overigens vragen bij de betekenis van de zin "Van deze deskundigen mag niet meer dan één aangesteld zijn als deskundige in de betrokken rechtbank of hof". Betekent dit dat van de leden-deskundigen van een adviescommissie alleen één van hen zijn beroep mag uitoefenen bij de hoven en rechtbanken die hem op de lijst van hun deskundigen hebben geplaatst ?

De ontworpen tekst voert een onverenigbaarheid in die de Koning niet mag instellen, aangezien alleen de wetgever terzake bevoegd is.

De tweede zin dient bijgevolg te vervallen.

4. In het ontworpen onderdeel 3° moet worden gepreciseerd dat het gaat om een advocaat die ingeschreven

.../...

is op het tableau van de Orde der advocaten van het gerechtelijk arrondissement van het betrokken hof van beroep.

Artikel 3

Bij artikel 3 behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

1. De vertegenwoordigster van de minister stemt ermee in dat het ontworpen eerste lid geen enkel nut heeft voor zover het bepaalt dat "De adviescommissie (...) steeds zitting (houdt) onder hetzelfde voorzitterschap en met dezelfde advocaat, met de secretaris", terwijl in elke commissie slechts één enkele voorzitter, één enkele advocaat en één enkele secretaris wordt aangewezen.

Het ontworpen eerste lid lijkt er bovendien op te wijzen dat de secretaris van de adviescommissie als lid van die commissie zitting heeft.

Er behoort in dat opzicht meer duidelijkheid te komen, inzonderheid indien het de bedoeling is voor te schrijven dat hij niet stemgerechtigd is, zoals kan worden afgeleid uit artikel 2 van het ontwerp.

2. In het ontworpen tweede lid moet duidelijker worden bepaald dat het gaat om een kandidaat-deskundige die wenst te worden opgenomen op één van de lijsten opgesteld krachtens artikel 991 van het Gerechtelijk Wetboek.

.../...

Artikelen 4 en 5

Los van de algemene opmerkingen nrs. 2 en 5, zijn deze bepalingen onduidelijk wat betreft de aanwijzing van de plaatsvervangers.

1. Zo bevat artikel 5 van het ontwerp met betrekking tot de afwezige of verhinderde magistraat twee regels inzake plaatsvervangings.

In het eerste lid van dat artikel wordt bepaald dat "De afwezige of verhinderde voorzitter wordt vervangen door zijn plaatsvervanger die door de commissie is verkozen overeenkomstig artikel 4, § 1". Deze tekst is niet te begrijpen. De magistraat-voorzitter moet immers worden aangesteld door de procureur-generaal bij het hof van beroep (artikel 4, § 3).

2. Het ontwerp moet een onderscheid maken tussen de oorzaken van afwezigheid en verhindering, al naar gelang ze van tijdelijke, dan wel van permanente aard zijn. Zo rijst de vraag of, in geval de afwezigheid van permanente aard is, de plaatsvervanger het mandaat zal uitzitten, dan wel of er voorzien wordt in een nieuwe aanstelling ?

3. Wat de plaatsvervangings betreft van de overige leden van de adviescommissies, is het derde lid van artikel 5 van het ontwerp niet veel duidelijker.

.../...

4. Tot slot wordt nergens in de ontworpen tekst iets gezegd over de duur van het mandaat van de leden van de adviescommissies.

De bepalingen moeten bijgevolg grondig worden herzien en alle vereiste verduidelijkingen behoren erin te worden aangebracht.

Artikel 7

Los van de algemene opmerking onder punt IV wordt in de ontworpen tekst niet gezegd of de adviescommissies mogen vergaderen buiten de in het artikel 9 van het ontwerp vermelde periodes, wanneer het er inzonderheid om gaat hun reglement te wijzigen.

Deze bepaling van het ontwerp moet duidelijker worden gesteld. Er behoort overigens te worden bepaald dat het reglement van de adviescommissie door de minister moet worden goedgekeurd.

Artikel 8

Deze bepaling is al even onbegrijpelijk als de artikelen 4 en 5, in zoverre zij handelt over de verkiezing van de voorzitter en van diens plaatsvervanger.

.../...

Artikelen 9 tot 13

De regels betreffende de in acht te nemen termijnen en betreffende de periodes tijdens welke de adviescommissies vergaderen, zijn verwarrend en tegenstrijdig.

Er wordt de adviescommissie geen enkele uiterste datum opgelegd waarop ze haar advies behoort te geven.

Als artikel 12 (de gegadigde aan wie kennis wordt gegeven van het advies beschikt over tien dagen vanaf de verzending van de aangetekende brief om zijn opmerkingen voor te leggen en te vragen gehoord te worden) en artikel 13, tweede lid (de adviezen worden aan de gerechtelijke overheid toegestuurd vóór eind januari, indien de gegadigde geen gebruik heeft gemaakt van de in artikel 12 bedoelde mogelijkheid), samen worden gelezen, zou het advies na 15 december (uiterste datum voor het indienen van de kandidaatstelling) en vóór 20 januari van het daaropvolgende jaar moeten worden gegeven.

Wanneer de gegadigde gebruik maakt van de mogelijkheid waarin door artikel 12 wordt voorzien, moet de adviescommissie haar definitief advies vóór eind februari geven.

Het is dan ook niet duidelijk waarom de data van de commissievergaderingen worden vastgelegd tijdens de maanden januari en december, of, zoals door de vertegenwoordigster van de minister wordt voorgesteld, tijdens de maanden februari en september.

.../...

De volgende gegevens behoren nauwkeurig te worden bepaald :

- 1° de uiterste datum voor het indienen van de kandidaatstellingen;
- 2° de uiterste datum waarop het advies behoort te worden gegeven;
- 3° de termijn waarover de betrokkene beschikt om gebruik te maken van de in artikel 12 bedoelde mogelijkheid;
- 4° de uiterste datum waarop het definitieve advies moet worden gegeven en meegedeeld moet worden aan de betrokkenen en aan de gerechtelijke overheid.

Het is niet noodzakelijk dat de periodes waarin de vergaderingen van de adviescommissies plaatshebben precies worden vastgelegd, aangezien de commissies dit zelf kunnen bepalen, op voorwaarde dat de termijnen in acht worden genomen.

Artikel 11

Los van de algemene opmerking nr. II wordt in het ontworpen tweede lid bepaald dat de adviescommissie, wat betreft de beroepsbekwaamheid van een kandidaat-deskundige, het advies kan inwinnen van een "externe" deskundige met raadgevende stem.

De Raad van State vraagt zich af wat het nut is van zulk een mogelijkheid, aangezien overeenkomstig artikel 3 van het ontwerp onder de leden van elke commissie ook een deskundige moet zijn die tot dezelfde beroepscategorie behoort.

.../...

Volgens de verklaringen van de vertegenwoordigster van de minister kan het gebeuren dat een kandidaat die in een ander arrondissement dienst heeft gedaan, niet bekend is bij de deskundigen uit zijn beroepscategorie die in de adviescommissie zitting hebben. Deze uitleg is niet overtuigend. Het is derhalve wenselijk dat de commissie andere deskundigen zou kunnen raadplegen.

Artikel 12

Deze bepaling voorziet in de mogelijkheid voor de kandidaat-deskundige om de adviescommissie schriftelijk of mondeling zijn opmerkingen ter kennis te brengen met betrekking tot het advies dat zij over hem heeft gegeven. In de ontworpen bepaling wordt evenwel niets gezegd over het gevolg dat aan die opmerkingen zal worden gegeven.

Zal de commissie haar advies moeten herzien of zal ze de opmerkingen van de kandidaat-deskundige moeten voorleggen aan de algemene vergadering van het betrokken gerecht ?

De ontworpen tekst behoort in dat verband te worden aangevuld.

Artikel 13

De vertegenwoordigster van de minister heeft ermee ingestemd dat deze bepaling behoort te worden aangevuld, ten einde deze ook te doen slaan op de eerste voorzitters van de hoven van beroep.

.../...

Artikel 14

Zoals de bepaling is gesteld voert ze een niet op tegenspraak verlopende procedure in wat betreft de moraliteit van de kandidaat.

Deze schending van de rechten van verdediging is niet duldbaar.

Artikel 15

Het inschakelen van de algemene vergaderingen van de gerechten verzwaart de procedure aanzienlijk. Artikel 991 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt evenwel dat het wel degelijk de hoven en de rechtbanken toekomt de lijsten van deskundigen op te stellen.

Krachtens artikel 340, § 2, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek wordt de algemene vergadering bovendien samengeroepen om onder meer te beraadslagen en te beslissen over "onderwerpen die voor alle kamers van belang zijn".

Het erbij betrekken van de algemene vergadering van de gerechten beantwoordt bijgevolg aan de vereisten die blijken uit de artikelen 340, § 2, 1°, en 991 van het Gerechtelijk Wetboek.

Er kan dus geen sprake van zijn, zoals de vertegenwoordigster van de minister in haar antwoord lijkt te willen voorstellen, dat de algemene vergadering voor de grote

.../...

gerechtelijke arrondissementen zou worden herleid tot een afvaardiging van de voorzitters van de rechtbanken van eerste aanleg en van de eerste voorzitters van de hoven van beroep.

Artikel 19

Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. I.

Artikel 20

Bij artikel 20 behoren de volgende twee opmerkingen te worden geformuleerd :

1. Deze bepaling voorziet in de mogelijkheid om de naam van een deskundige van de lijst te schrappen, wanneer deze zijn plicht heeft verzuimd.

Die beslissing van de algemene vergadering van een gerecht wordt vervolgens meegedeeld aan de voorzitter van elke adviescommissie.

De Raad van State vraagt zich af waarom die inlichting niet ook wordt overgezonden aan alle gerechten samen. Immers, het ontwerp verbiedt de deskundigen niet om hun kandidaatstelling in verschillende gerechtelijke arrondissementen in te dienen, zodat zij op de lijsten van verschillende gerechten vermeld kunnen staan.

.../...

2. Het is de Raad van State niet duidelijk wat met het tweede lid wordt bedoeld. Aangezien het een zeer belangrijke handeling betreft, wordt er beter niet gewerkt met verwijzingen, maar dient te worden aangegeven welk orgaan bevoegd is om de schrapping van een deskundige van de lijst voor te stellen en uit te voeren en welke procedure daarbij moet worden gevolgd.

Artikel 21

1. Zoals ook door de vertegenwoordigster van de minister is erkend, komt het niet de adviescommissie toe om te beslissen in welke gevallen de algemene vergadering van het gerecht met gesloten deuren zitting moet houden.

2. Er behoort te worden verwezen naar algemene opmerking nr. VI.

Artikel 22

Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. II.

*

*

*

Tot slot behoort het ontwerp, gelet op de algemene en bijzondere opmerkingen, grondig te worden herzien.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. A. LEFEBVRE, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht
door Mevr. P. VANDERNACHT,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld
en toegelicht door de
H. A. LEFEBVRE, referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN

Y. KREINS